

Armements nucléaires et union européenne

par Roberto DUCCI,

Ambassadeur,

Directeur adjoint des Affaires politiques du Ministère des Affaires Etrangères (Italie).

★

Cet article a pour objet l'étude de l'influence — positive ou négative — que les armements de type nouveau, c'est-à-dire les armements nucléaires, exercent ou pourront exercer sur les tentatives d'unification de l'Europe. L'existence dans le monde de ces armes aide-t-elle à l'instauration d'une Union Européenne, ou au contraire la rend-elle superflue ? La possession d'armes nucléaires de la part d'un ou de plusieurs Etats de l'Europe est-elle contradictoire avec l'unification européenne, ou bien peut-elle justement donner l'impulsion à cette unification ? Ou encore, et finalement, peut-on conclure à l'indifférence des armes modernes par rapport à l'Union européenne ?

Telles sont certaines des questions auxquelles j'essayerai de donner une réponse tout au moins préliminaire (*).

Armes nucléaires et société internationale

Bien que cela semble renverser l'ordre logique, on pourra anticiper la réponse à la dernière question. Il paraît en effet d'évidence immédiate qu'on ne peut pas conclure à un état de non interférence entre armes modernes et Union européenne. Cette dernière est une forme possible d'organisation d'un secteur de la société internationale de notre temps. L'influence déterminante que l'existence des armes nucléaires exerce sur la société et sur la vie internationale actuelle n'est plus niée par personne. Il serait étrange que les tentatives d'instaurer une Union Européenne restent soustraites à cette influence. Chaque semaine les faits de la vie internationale nous démontrent d'ailleurs le contraire.

Certaines des transformations radicales et même révolutionnaires que les armes nucléaires ont apportées à la société internationale intéressent directement la question européenne. Depuis l'invention

des explosifs nucléaires et des moyens pour les lancer à très grande distance, sans qu'il y ait de possibilité pratique de les intercepter (une telle possibilité existant toutefois en théorie), la notion de la puissance internationale a changé. Deux catégories d'Etats se sont formées — Etats nucléaires et non-nucléaires — qui n'ont plus de commune mesure quant à la puissance, les seconds étant complètement désarmés vis-à-vis des premiers même s'ils continuent à disposer d'armes conventionnelles et même s'ils sont unis en ligue entre eux. La différence quantitative qui existait autrefois entre une grande puissance et une petite puissance a été remplacée par une différence de qualité. Il y a eu « saut qualitatif » : les sociétés qui n'ont pas pu ou voulu faire un tel saut sont désormais en état de dépendance ou de protectorat, même si cet état est pudiquement voilé par des formules telles que « alliance, appartenance à un bloc » ou bien « neutralité active, non-engagement ». On parle à juste titre de club atomique : ce club existe et c'est un club des plus fermés comme il sied à une association de seigneurs, de maîtres ou plus précisément d'égaux et d'indépendants; hors du club est la foule bigarrée des Nations dépendantes.

Ces seigneurs (au nombre très limité mais auxquels d'autres peuvent se joindre avec le temps) possèdent la puissance suprême, qui est celle de détruire non seulement les adversaires mais soi-même. Quel usage peuvent-ils en faire ? L'usage que l'on fait de toute forme de puissance dans quatre-vingt-dix fois sur cent cas : celui de la montrer, ce qui provoque déjà toute une série d'effets, révérentiels et autres. Rationnellement, on devrait toujours et en tout cas s'en tenir là. On raconte que les plus rationnels des humains, les

(*) Le présent rapport a été présenté par M. B. Ducci au Centre Européen de la Culture, à Genève, le 18 janvier 1964.

« seigneurs de la guerre » des temps troubles de l'Empire Chinois, comptaient les fantassins armés qui se dévisageaient sur le champ de bataille et concédaient la victoire au chef qui en avait le plus grand nombre.

Une telle sagesse est rare au monde. En occident on l'a vue peut-être seulement au XVIII^e siècle, avant qu'un déchaînement de folie fit suite aux révolutions populaires. Malgré toutes les tentatives de rationaliser la guerre jusqu'à en faire une continuation de la politique (activité prétendue rationnelle elle aussi) il y a toujours eu dans la guerre classique un élément de compétition sportive, de pari, de risque et d'amusement, qui n'a pas permis aux guerriers de se limiter à compter le nombre des hallebardes ou des mitrailleuses.

Les armes nucléaires forcent l'humanité à réintroduire cette sagesse, faute de quoi elle serait perdue. Leur pouvoir destructif étant énorme, l'emploi effectif de ces armes devient un cas limite : de plus, tout élément personnel et individuel de sport et d'amusement en est banni. Ceci ne veut pas dire, hélas, que les guerres sont devenues impossibles, comme on l'a espéré un peu hâtivement après l'invention des explosifs nucléaires. (Elles seraient devenues impossibles si ces armes étaient restées le monopole d'une seule puissance et qui en plus fût bien décidée à s'en servir pour établir un gouvernement mondial.) En laissant de côté les guerres entre Etats non-nucléaires, les guerres civiles et les guerres qu'on appelle de libération, même la guerre entre Puissances nucléaires reste possible : car il faut toujours faire la part du mauvais calcul, du faux prestige et de la spirali-sation des accidents. Ce qui ne veut d'ailleurs pas dire que la guerre, et surtout une guerre nucléaire, soit probable : on peut même affirmer que sa probabilité devrait être très proche de zéro.

La raison en est que dans l'ère nucléaire, la guerre entre grands Etats a cessé d'être une opération rentable et que, par conséquent, on ne peut rationnellement la proposer comme moyen ou but pour une action politique. Les raisons en sont multiples. Entre autres, les Puissances nucléaires auront de plus en plus d'armes pratiquement invulnérables (souterraines ou submersibles) de sorte qu'il deviendra impensable d'espérer anéantir l'adversaire d'un seul coup et échapper à des représailles terribles, à condition de posséder un certain nombre d'armes invulnérables on peut établir un *équilibre*

de la terreur même avec un adversaire beaucoup plus fortement armé.

La dispute sur la stratégie

Improbable mais non impensable, la guerre nucléaire est en train d'être pensée par les Etats-Majors et surtout les « analystes nucléaires » d'invention américaine. On connaît les termes de la dispute qui fait rage, non sans conséquences directes sur les alliances.

a) *Stratégie de Samson*. Il y a d'un côté l'école de ceux que j'aimerais appeler « les disciples de Samson ». Ils soutiennent que, même si les étudiants ne réussiront jamais à fabriquer des bombes atomiques dans les caves comme le prévoyait Léon Blum, chaque Etat qui en a la volonté peut se fabriquer un arsenal nucléaire (bombes et vecteurs) suffisant. Suffisant à quoi ? Suffisant pour se faire respecter même par une Puissance possédant une force nucléaire *de luxe*, celle-ci pourrait en effet détruire totalement l'Etat-Samson, mais ne le ferait pas pour s'éviter des dégâts difficilement supportables, tels que la destruction d'un certain nombre de ses villes.

Les conditions pour qu'une telle stratégie soit valable sont que l'arsenal nucléaire puisse effectivement remplir la mission limitée qui lui est confiée (ce qui n'est actuellement vrai ni dans le cas de la force de frappe britannique prise isolément, ni dans celui de la force française, mais qui pourrait bien le devenir un jour si l'un ou l'autre des deux Pays consentait aux sacrifices nécessaires), qu'on ne puisse pas douter de la volonté de la direction politique du Pays intéressé d'aller jusqu'au fond et d'accepter la destruction de son peuple plutôt que de se rendre. Il s'agit donc du même type de volonté que celle qui animait Samson quand il abattit les colonnes du temple pour écraser, avec soi-même tous les Philistins (en réalité, seulement les Philistins qui se trouvaient à l'intérieur du temple).

La première remarque qu'on peut faire à propos de cette stratégie, dont le nom technique est « dissuasion proportionnée », est qu'elle est en tout cas plutôt une stratégie pour après-demain que pour aujourd'hui. Elle présuppose en effet que la Puissance qui l'emploie possède un certain nombre d'armes invulnérables : ce qui, en Europe Occidentale, veut dire des sous-marins atomiques avec missiles à tête nucléaires. Or, même dans le

cas britannique, c'est-à-dire avec l'aide technique américaine, ces sous-marins n'existeront pas avant 1970. Entretemps une Puissance nucléaire de première classe comme l'URSS pourrait facilement détruire d'un seul coup les bases de la force de frappe anglaise ou française, après quoi ces deux Nations seraient à sa merci. Si en réalité cela ne peut se faire, c'est à cause de la protection atomique que les Etats-Unis assurent à ces deux Etats. On peut toutefois retenir que des nations moyennes à l'échelle mondiale comme les trois ou quatre « grandes » nations européennes pourraient avoir, entre 1970 et 1980, un armement nucléaire capable de servir de base à la stratégie dont on discute.

Cette stratégie aura-t-elle la « crédibilité » en tous les cas ? Serait-elle capable d'assurer la défense de tous les types d'intérêts importants ? Il ne faut jamais oublier qu'il ne s'agit pas ici d'une stratégie visant à gagner la guerre : au contraire, et par définition, la guerre et la vie même du Pays seraient perdues. « Dans ce cas, vous et moi, nous mourrons ensemble, Monsieur l'Ambassadeur » le Général de Gaulle aurait, prétend-on, dit un jour à M. Vinogradov. Une attitude semblable n'est pas impossible, il y a même quelques précédents historiques, toutefois, elle paraît vraisemblable dans les cas limites (choix entre l'asservissement total et la destruction totale), mais beaucoup moins lorsqu'il s'agirait de défendre des intérêts moindres ou des intérêts d'autrui. En plus, la « crédibilité » d'un *bluff* dépend en bonne partie de la *poker face* du joueur qui l'annonce : cette qualité est rare même parmi les chefs d'Etats, et conditionnée très souvent par l'inexistence ou le silence forcé de l'opinion publique.

Pour toutes ces raisons la stratégie de la « dissuasion proportionnée » ne semble convenir ni à la situation présente ni à toutes les situations de l'avenir. Si elle est invoquée dès maintenant, c'est qu'un peuple a besoin de justifications immédiates, et qu'il est difficile de le faire persister dans son effort en lui promettant que l'effort ne servira à quelque chose qu'après une dizaine d'années.

b) *Stratégie de la réponse contrôlée.* L'autre stratégie nucléaire est propre aux Américains qui l'appellent stratégie de la réponse flexible, ou encore mieux de la réponse contrôlée. Elle se base sur un arsenal extrêmement riche et très diversifié d'armes atomiques et vecteurs, ainsi que sur un

système très « sophistiqué » de communications, d'informations et de commandement. Elle met beaucoup moins l'accent sur la dissuasion que sur la possibilité d'initier même un échange nucléaire sans que celui-ci doive nécessairement conduire par le processus en spirale jusqu'à l'Apocalypse totale ; on pourrait donc dire que la dissuasion opérerait par paliers successifs, de sorte qu'on ne jouerait pas le sort de l'humanité en un seul coup de dés.

On ne peut que rendre hommage à l'effort intellectuel et politique accompli par les Américains, depuis M. Mac Namara jusqu'au dernier analyste de la Rand, pour essayer de développer une doctrine qui ne mène pas nécessairement à Armageddon et de tracer une ligne de conduite politico-militaire qui soit proportionnée aux différents degrés de menaces. On ne peut pas toutefois en ignorer les limites : dues au fait que la réalité change rapidement (invulnérabilité croissante des armes) et qu'on n'est pas du tout sûr que la situation resterait bien en main des « contrôleurs » au cas où on en venait au pire. En plus, la stratégie de réponse contrôlée est faite pour les pays riches ou en tout cas très avancés dans le domaine nucléaire.

Un dernier mot sur une conséquence politique très importante que certains théoriciens (en tout premier lieu les Américains) tirent de ce type de stratégie. Selon eux, cette stratégie étant la seule raisonnable et l'autre étant une affaire de fous, seuls les Pays très développés ou en tout cas dotés d'amples ressources peuvent se permettre de disposer des armements nucléaires. Les Grandes Puissances nucléaires ne peuvent ni doivent donc avaliser les forces de frappe « des pauvres » : car celles-ci ne pouvant être employées que contre les villes, tout conflit spiralerait immédiatement. Si des alliés (cas anglais ou français) possèdent de telles forces de frappe, il faut qu'elles soient strictement intégrées (c'est-à-dire subordonnées) au commandement suprême nucléaire de la Grande Puissance. Il serait encore préférable que les Alliés mineurs soient privés d'armes nucléaires, qui seraient réservées aux chefs de file des blocs.

De ces considérations on peut tirer les conclusions suivantes. Selon la doctrine américaine la plus avancée, même des Etats à l'échelle des « Grands » européens ne peuvent pas avoir un système moderne d'armements nucléaires. Une Union

Européenne, comprenant deux cents millions d'hommes dotés d'un équipement industriel très avancé, pourrait toutefois se payer le luxe d'acquiescer en un certain nombre d'années un arsenal du type américain. Tandis que l'existence d'armes nucléaires chez des alliés de deuxième classe est à long terme dangereuse et inacceptable, une *force de frappe européenne* pourrait être coordonnée avec une américaine grâce par exemple à une division de travail (à l'Europe) la dissuasion envers l'URSS, aux EU la dissuasion envers la Chine), ou bien elle pourrait à *long terme* constituer la base d'une indépendance totale pour l'Europe, l'Alliance Atlantique actuelle étant remplacée par une entente généralisée mais, non nécessairement militaire entre Pays appartenant à la même civilisation. Ce sont des conclusions auxquelles parviennent les analystes américains eux-mêmes. Pas un seul ne soutient que l'Europe unie étant incapable d'avoir un véritable système moderne d'armement, et les divers Pays européens en étant incapables par définition, la seule chose qui reste à faire est d'établir un système politique qui laisse *nunc et semper* aux Etats-Unis seuls la possession, la charge et la responsabilité de l'armement nucléaire. Thèse qu'enseignent au contraire plusieurs Européens plus royalistes que le roi, et à laquelle ils oublient volontiers d'ajouter qu'elle ne serait justifiable et justifiée que par la création d'une Fédération Atlantique sur base démocratique, en l'absence de laquelle cette thèse n'aboutirait qu'au constat de la satellisation de l'Europe.

Solution atlantique et solution européenne

Il appert donc que le problème posé au monde occidental (et d'une manière analogue au monde oriental) par l'existence des armements modernes, par les transformations qu'ils apportent à la société internationale et par la stratégie qui doit assurer le bien primordial qu'est la survie, est susceptible de deux solutions alternatives. L'une est que le monde qu'on appelle libre ou Occidental n'ait qu'un *système unitaire de défense*, et donc qu'une politique unitaire : ce qui postule des institutions politiques et militaires communes, bref une Union fédérale atlantique. L'autre solution est fondée sur la conception que dans le monde occidental il y a place pour *deux systèmes de défense*, l'Américain et l'Européen, les deux Autorités politiques les contrôlant ayant entre elles un pacte spécial, qu'on

appellera *partnership* selon le mot de feu le Président Kennedy.

a) *Fausse solution* : il y a en plus une troisième solution, qui nous semble être une fausse solution ou pas une solution du tout; c'est celle vers laquelle nous poussent, depuis quelques années, les deux sœurs ennemies, la Grande-Bretagne et la France. Bien que fausse, ou justement à cause de cela, elle mérite d'être étudiée plus attentivement que les deux autres. C'est pourquoi nous commencerons par elle.

Disons tout de suite que cette prétendue solution, qui est celle qui veut assurer l'indépendance de certains Etats historiques du continent européen grâce à l'armement nucléaire, est en contradiction directe avec l'idée et l'idéal de l'Europe. Si en effet il était possible d'assurer à l'un ou à l'autre de ces Etats l'indépendance nucléaire (c'est-à-dire la possibilité de décider de son propre destin contre tout venant) cet Etat n'aurait plus aucun stimulant à annuler son indépendance en un Etat fédéral, dit Europe Unie. Les Etats-Unis se sont faits car chacune des colonies craignait d'être incapable de résister seule au Roi d'Angleterre : *either we hang together or we'll be hung severally*. Si New-York ou la Virginie avaient pu se maintenir indépendants par leurs propres efforts, ils ne se seraient pas pliés à la nécessité de concentrer le pouvoir suprême en une Assemblée siégeant à Washington. De même dans notre Europe d'aujourd'hui : si la Grande-Bretagne ou la France accédaient à la puissance suprême en des conditions qui les mettraient *en fait* au pair avec les EU et l'URSS, elles n'abandonneraient certes pas cette position pour les beaux yeux de l'Europe. Au mieux, l'une ou l'autre d'entre elles chercheraient à établir en Europe un système politique rappelant celui de Napoléon d'avant 1805, une sorte de vague protectorat sur le reste du continent, ou bien elles diviseraient l'Europe en deux zones d'influence, *ce que en fait elles essaient de faire* dès maintenant avec la CEE et l'AELE.

Deux conséquences s'en dégagent. La première est que la politique des forces de frappe nationales ne peut pas rester le fief d'un seul pays. Si la Grande-Bretagne la suit, la France la suivra. Si la France la suit, l'Allemagne fera de même un jour ou l'autre. Après ces trois exemples, il n'est pas impensable que l'Italie ou d'autres Etats ne se laissent tenter s'ils réussissaient, le nombre

d'Etats en Europe irait en augmentant qui, pour accéder à la puissance atomique, devrait se donner un régime autoritaire, probablement de droite. En cas d'impossibilité, ces Etats préféreraient trouver refuge dans la neutralisation, position qui, de plus en plus souvent, constitue la forme moderne d'évasion des responsabilités de l'histoire. Voilà l'Alliance Atlantique assujettie à une crise très grave et l'Europe unifiée réduite à une peau de chagrin.

La deuxième conséquence : tous ceux qui proclament comme objectif l'unification européenne tout en agissant pour que leur Pays acquiert une force une force de frappe autonome, *ou bien* ne croient pas à l'unité véritable de l'Europe, *ou bien* (essays de garder un certain optimisme) ne croient pas à leur force de frappe et se préparent à la verser au sein d'une Union européenne quand les temps et les esprits seront mûrs. Voilà un dilemme duquel il faudra bien sortir un jour, et le plus tôt sera le mieux. Si une Puissance nucléaire parle de l'unité de l'Europe la réponse est dans la question : que veux-tu faire de ta force de frappe ? De sa réponse devrait dépendre l'attitude à adopter quant à toute proposition d'unification européenne.

b) *Communauté atlantique ou Partnership entre égaux*. La solution au problème du contrôle des armes nouvelles qu'on pourrait appeler Communauté Atlantique (en traversant l'Océan les mots ont une certaine pudeur, et Fédération sentirait trop fort) est très défendable logiquement. L'alliance Atlantique inclut la plus grande Puissance nucléaire du monde : à quoi bon dissiper des ressources en constituant d'autres arsenaux nucléaires dans d'autres Pays alliés, si l'on peut être sûr que cette puissance sera employée pour défendre Salonique ou Narvik sans la moindre hésitation et de la même manière que s'il s'agissait de Portland, Maine ou Portland, Oregon ?

Ramenée à un autre plan, la question ici est de savoir si l'on pourrait être sûr que en toute circonstance, le territoire et la cause des Pays européens seraient défendus par la force nucléaire américaine comme s'il s'agissait du territoire et de la cause des Etats-Unis. En laissant de côté les doutes qui sont émis par le gouvernement français, il faut reconnaître que la réponse n'a pas toujours été univoque même dans la bouche des responsables américains, parmi lesquels figure au moins un Secrétaire d'Etat. Or, en matière de sécurité, on ne peut pas prendre des risques et surtout quand

cela pourrait signifier l'anéantissement de son propre peuple. La seule manière de réduire au minimum le risque serait d'obtenir que le renoncement à l'autodéfense soit compensé, non pas comme le préconisent les leaders du Labour Party par une participation européenne à l'élaboration de la politique nucléaire de l'Alliance, mais par une extension formelle des responsabilités américaines à toutes les régions européennes de l'Alliance. La seule manière grâce à laquelle le gouvernement américain se sentirait vraiment responsable, serait qu'il dépende pour son autorité de la voix du peuple de ces régions.

En d'autres termes, il faudrait passer de l'Alliance au moins à la Confédération, mieux encore, à un système fédéral comprenant un Parlement et un Gouvernement communs.

Est-ce qu'une telle proposition est réaliste ? Est-ce que les gens de la côte du Pacifique, est-ce que les gens de religion protestante, est-ce que les gens de souche anglo-saxonne accepteraient que leur Président soit élu avec le concours peut-être décisif d'une foule de gens habitant la rive gauche de l'Atlantique, de religion catholique et de souche celtolatine ? Il se peut que cela devienne possible un jour, mais il serait prudent de ne pas trop y compter pour l'instant.

L'histoire toutefois ne s'arrête pas pour attendre que « les temps deviennent mûrs » ; si elle rencontre des obstacles elle a la fâcheuse habitude de les contourner, comme le ferait un fleuve, et d'avancer dans d'autres directions. Si, en attendant que les législateurs américains proclament que tout autre Etat (probablement tout autre Etat blanc !) peut être accueilli au sein des Etats-Unis lorsqu'il le demande, et, en attendant qu'on trouve en Europe la volonté politique d'accepter une telle offre, on ne fait rien, il apparaît déjà clairement où tout cela nous mènera. L'issue la plus probable de l'affaire serait la situation suivante en Europe : certains Etats, grâce à de lourds sacrifices, auraient des forces de frappe atomique « de poche », insuffisantes à leur conserver des lettres de noblesse sur le continent à l'instar des petits princes souverains de l'Empire bismarckien ; un autre Etat jouerait un jeu de bascule entre Ouest et Est, désaxant l'équilibre de l'Europe, le restant des Etats de l'Europe occidentale cherchant refuge et justification morale à leur impuissance dans le neutralisme. Une telle Europe serait évidemment

prête à tous les marchandages avec l'Union Soviétique, ce qui amènerait les États-Unis à les devancer par une négociation directe avec l'URSS, par dessus la tête de l'Europe, aboutissant enfin à un nouvel isolationnisme.

c) *Solution européenne.* Personne ne pouvant désirer un tel état de choses, sauf les adversaires de l'Occident et de la paix, il faut évidemment prôner le choix d'un autre chemin, qui est celui de l'union de l'Europe. L'Union qui n'aurait pas pour but la puissance, comme Jean Monnet se plaît constamment à le faire remarquer, mais la paix, car la voie de la paix ne peut que passer par une négociation avec l'URSS menée par une Europe forte, et donc unie, et alliée à l'Amérique. Mais une Union qui se ferait par la mise en commun des instruments de puissance, en particulier de la puissance nucléaire, pour empêcher justement qu'en restant « nationaux » ils ne détruisent tout espoir et toute possibilité d'union véritable.

Tout développement historique important est la réponse à un défi ; encore faut-il, pour que la réponse soit la bonne, que le défi soit exactement identifié. En 1949 on a bien répondu par l'Alliance Atlantique à la menace stalinienne de subversion de l'Europe. En 1955 on a bien répondu par la création du Marché Commun, au défi de la révolution technologique. Certes, il serait beau et digne des plus hautes vertus humaines que l'impulsion à l'unification politique de l'Europe fût donnée par la nécessité de poser les bases d'un nouvel humanisme, à travers le raffermissement de la liberté et de la démocratie. Mais le véritable défi, la menace qui pèse sur nous au cours de ces quelques années, est due à l'existence même des armements modernes. On a l'habitude de les accuser de rendre pos-

sible la destruction éventuelle du monde. A court terme, il serait plus juste de reconnaître qu'ils sont coupables d'amorcer une tendance vers la désunion qu'il serait difficile sinon impossible d'arrêter et qui aurait des conséquences les plus funestes. C'est à cette menace qu'il faut parer au plus tôt : nous avons essayé de dire comment.

d) *Solution transitoire : La Force multilatérale.* Quelques mots, en guise de postscriptum, sur l'initiative américaine de résoudre le problème des armements modernes en Occident par la constitution d'une Force Multilatérale. C'est, pour l'instant, le seul autre projet de solution, avec celui du Général de Gaulle qui consiste, en fait, à encourager chaque Etat historique à trouver son salut par lui-même. (Il est à remarquer qu'il y a en ce moment une carence totale d'initiative anglaise, qui n'est pas dû seulement à l'approche des élections politiques).

Je ne m'étendrai pas sur les détails du projet, mais je dirai brièvement mon opinion quant à ses avantages et désavantages. L'avantage principal se trouve dans le fait qu'il désamorce en partie le mouvement en direction de la création de forces atomiques nationales en Europe ainsi que de son contraire, l'évasion dans le neutralisme. Le désavantage réside dans le fait que cette initiative laisse elle aussi le problème de fond entre deux eaux. Elle ne nous fait pas avancer véritablement vers la solution que j'ai appelée Communauté Atlantique et tend à faire oublier la solution « force de frappe de l'Europe fédérale ». Toutefois l'initiative peut nous permettre de progresser dans la bonne direction à condition qu'elle réserve expressément, et par là même encourage, la création éventuelle d'une force européenne.

